

L'association remercie ses soutiens



Les conclusions sous forme d'un recueil de propositions seront adressées aux institutions décisionnelles françaises et de l'Union européenne concernées. Remises aux intervenants, ceux-ci pourront les diffuser ou demander à ce qu'elles soient officiellement adressées à des autorités nationales de leur choix.



ASSOCIATION EUROMED - IHEDN
Contact : Jean François COUSTILLIERE, président, Tél : 06 34 19 28 79
Courriel : association-euromed-ihedn@wanadoo.fr • Site : www.euromed-ihedn.fr



Que peut-on attendre de L'Union européenne en Méditerranée ?

Sous le haut patronage de M. Renaud MUSELIER
Président de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Rencontres organisées par l'association Euromed-IHEDN

samedi 29 septembre 2018

à Marseille, Hôtel de Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'azur



Les 9^{es} Rencontres de Cybèle

Le cadre des Rencontres

Selon l'usage ces 9^{es} Rencontres de Cybèle, s'inscrivent dans une démarche de *remue-méninges* conforme aux principes d'indépendance et de liberté de vues, suivant le modèle de Chatham House. Le but étant de partager des points de vue entre spécialistes en s'efforçant de dégager des recommandations qui pourront être adressées aux décideurs français et européens et à toutes personnes désignées par les participants selon leurs souhaits.

Le thème

Les révoltes arabes de 2011 ont amené, dans un premier temps, l'Union européenne (UE) à reconsidérer sa proposition de partenariat en Méditerranée pour l'adapter aux nouvelles conditions sociopolitiques mais aussi à ses nouveaux interlocuteurs.

La Communication de la Commission européenne et de la Haute représentante du 8 mars 2011 : « *Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée* » avait mis l'accent sur les transitions politiques et socio-économiques mais aussi sur une conditionnalité renforcée (plus pour plus / « more for more »). La Communication de la Commission européenne et de la Haute représentante du 18 novembre 2015 : « *Réexamen de la politique européenne de voisinage* », qui se fonde sur une évaluation assez négative de l'approche lancée en 2011, marque le retour à une approche plus pragmatique et beaucoup plus différenciée sur le plan bilatéral. Elle applique en cela les principes de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union Européenne (SGUE), adoptée en juin 2016 et ses mots d'ordres pour le voisinage de l'UE : 'stabilisation' et 'résilience'. L'Union pour la Méditerranée, qui est quant à elle longtemps restée cantonnée à son rôle de labélisation de projets régionaux stratégiques, semble se renforcer peu à peu.

L'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations-Unies, en décembre 2015, semble en tous cas l'indiquer. Force est toutefois de constater que le dialogue politique régional euro-méditerranéen demeure toujours en grande partie gelé.

Dans les faits, les réorientations successives de l'approche de l'UE en Méditerranée font apparaître la difficulté de choix entre une démarche essentiellement bilatérale, UE-chaque pays du Sud, rendue plus particulièrement inéluctable par les conflits et crises en cours et une approche globalisée privilégiant un objectif plus utopique et s'adressant à tous les pays du pourtour méditerranéen.

Des questions demeurent l'objet d'incertitudes : l'avenir de la relation avec les pays du Golfe arabo-persique, avec ceux de la Ligue arabe ou encore ceux de l'Afrique sub-saharienne. D'ici 2020 l'UE va procéder à une réévaluation de l'ensemble de ses instruments de coopération mais aussi prendre en compte l'impact du BREXIT. Des réorientations importantes sont attendues pour la Méditerranée, le Moyen-Orient et l'Afrique (et au-delà les pays ACP). Dans ce contexte, il a paru légitime de donner la parole aux pays du Sud, en commençant par ceux du Maghreb central, avant de s'interroger sur les difficultés que l'UE et ses partenaires devront surmonter afin de mettre en place un Partenariat euro-méditerranéen renouvelé qui soit à la hauteur des enjeux actuels.

Ainsi le thème des 9^{es} Rencontres de Cybèle est :

Que peut-on attendre de L'Union européenne en Méditerranée ?

Les travaux seront conduits à travers deux tables rondes sur les sujets respectifs suivants :

Table 1 :

Quels obstacles rencontre aujourd'hui l'Union européenne pour mener ses projets de partenariat en Méditerranée ?

Table 2 :

Quelles ambitions pour un partenariat avec l'Union européenne en Méditerranée ?

Les 9^{es} Rencontres de Cybèle

Les Rencontres sont articulées autour de deux tables rondes. Chaque table ronde comprend quatre intervenants et un modérateur.

Chaque intervenant dispose de 15 minutes pour présenter sa position. Un débat de 30 min clôture chaque table.

Personnalités sollicitées
pour ouvrir et clôturer les Rencontres



M. Renaud MUSELIER,
*Député européen
Président de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur*



M. Antoine SFEIR,
Président du Centre d'Études et de Réflexion sur le Proche-Orient (CERPO), président de l'École des relations internationales (ERI) et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN.

accueil 13 h 30 - 14 h
par M. Jean-François COUSTILLIÈRE,
président de l'association Euromed IHEDN

ouverture 14 h - 14 h 30
par M. Renaud MUSELIER,
Député européen
Président de
la Région Provence Alpes Côte d'Azur
et par M. Antoine SFEIR,
Président du Centre d'Études et de Réflexion
sur le Proche-Orient (CERPO)

première table 14 h 30 - 16 h
Modérateur, 4 intervenants, questions

pause 16 h - 16 h 30

seconde table 16 h 30 - 18 h
Modérateur, 4 intervenants, questions

conclusions et clôture 18 h - 18 h 30

Les 9^{es} Rencontres de Cybèle

Les 9^{es} Rencontres internationales de Cybèle sont organisées par l'association Euromed-IHEDN

Tél : 06 34 19 28 79

Courriel : association-euromed-ihedn@wanadoo.fr

Site : www.euromed-ihedn.fr

sous la direction de son président



M. Jean-François COUSTILLIÈRE,
contre-amiral (2S),

il effectue 36 ans de services dans la marine partagés entre les télécommunications, la Méditerranée et la conduite des opérations, y compris en interarmées.

Il commande trois fois : un dragueur côtier, un aviso et une frégate lance-missiles.

En 2005, il quitte la Marine.

Il préside l'association Euromed-IHEDN, qu'il a créée, destinée à contribuer à la réflexion sur les questions euro-méditerranéennes.

Il conduit aussi des actions d'enseignement et de formation, organise des rencontres intéressant la promotion ou l'amélioration des relations internationales en Méditerranée.

Jean-François COUSTILLIÈRE est Président du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN.

Modérateurs



M. Michel MASSON,
Général de corps aérien (2S)
et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN,



M. François TEISSIER,
Président de l'Institut méditerranéen de formation.

Intervenants

Akram BELKAÏD,
journaliste,

Haykel BEN MAHFOUDH,
Professeur, juriste spécialisé sécurité,
Professeur à la Faculté des sciences juridiques,
politiques et sociales de Tunis,

Jean-François DAGUZAN,
Directeur adjoint de la Fondation pour la Recherche
Stratégique (FRS)
et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN,

Erwan LANNON,
Professeur à l'Université de Gand
et au Collège de l'Europe
et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN,

Roland LOMBARDI,
Docteur en histoire,
consultant indépendant en géopolitique,
et chercheur associé à l'IREMAM
(Institut de Recherches et d'Études sur le Monde arabe
et musulman) de l'Université Aix Marseille.

Henry MARTY-GAUQUIÉ,
Directeur honoraire de la Banque européenne
d'investissement (BEI)
et membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN,

Fatallah OUALALOU,
Ancien ministre, spécialiste de l'UMA
spécialiste de l'UMA mais aussi de l'Afrique
et de la Chine, actif à l'OCP policy Center,

Yahia ZOUBIR,
Professeur en relations internationales et
en management international à Kedge Marseille
et directeur de recherche en géopolitique.
Avant de rejoindre Kedge, il a occupé les rôles
de professeur titulaire et de doyen de l'Institut
universitaire américain Thunderbird Europe.

Suites données aux Rencontres

Les Rencontres feront l'objet d'un enregistrement en vue d'une restitution rédigée (verbatim) des interventions.

Les enregistrements eux-mêmes ne seront pas diffusés.

Les Rencontres permettront d'élaborer des recommandations qui seront adressées aux décideurs français habituels mais aussi à toutes personnalités ou institutions désignées par les intervenants. Elles pourront également être placées sur le site de l'association Euromed-IHEDN.

Des actes de cet événement pourront être publiés.

En tous cas, les textes ainsi élaborés ne seront pas diffusés avant d'avoir été soumis à l'approbation des orateurs.

Quels obstacles rencontre aujourd'hui l'Union européenne pour mener ses projets de partenariat en Méditerranée ?

Table 1



François TESSIER,
modérateur

Ingénieur civil des Ponts et chaussées et ingénieur en chef / Fonction publique territoriale.

Un parcours professionnel consacré à la conduite d'études d'urbanisme et d'opérations d'aménagement / requalification urbaines, mais aussi de développement social au titre de la "politique de la ville". Président de l'Institut méditerranéen de formation et recherches en travail social (IMF), institut qui consacre son activité à la formation de professionnels de l'action sociale (1400 étudiants), à la recherche en ingénierie sociale, au développement social local et à la coopération internationale (notamment dans le cadre de programmes soutenus par l'Agence française de développement en matière d'insertion des jeunes et d'appui à la société civile des pays du Maghreb). François Tessier est membre actif de l'association Euromed-IHEDN.

Les défis de sécurité au Maghreb et leurs répercussions en Méditerranée.

La sécurité est une préoccupation fondamentale des acteurs du partenariat euro-méditerranéen. De fait, il est difficile d'envisager la prospérité et le bien-être sans bénéficier des conditions d'une sécurité assurée. Les sources de l'insécurité sont nombreuses et diverses. Pour autant, il apparaît que la mauvaise gouvernance et les problèmes sociaux au sein des pays concernés constituent un facteur majeur.



par Yahia H. ZOUBIR • Algérie

Professeur d'études internationales et directeur de recherche en géopolitique à la KEDGE Business School, France, il rejoint KEDGE en septembre 2005. Il a enseigné dans différentes universités aux Etats-Unis et a été professeur invité dans diverses universités en Chine, en Europe, aux États-Unis, en Inde, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ses nombreuses publications portent notamment sur North African Politics : Change and Continuity, Building a New Silk Road: China & the Middle East in the 21st Century, Global Security Watch-The Maghreb: Algeria, Libya, Morocco, and Tunisia, North Africa : Politics, Region, and the Limits of Transformation. Il a également édité de nombreux articles pour des revues, telles que Third World Quarterly, Mediterranean Politics, International Affairs, Journal of North African Studies, Middle East Journal, Journal of Contemporary China, Arab Studies Quarterly, Maghreb-Machrek, Cahiers de l'Orient, etc. Sa dernière publication, "China's Participation in Conflict Resolution in the Middle East and North Africa: A Case of Quasi-Mediation Diplomacy ?" dans le Journal of Contemporary China date de mars 2018. Il a également contribué à de nombreux chapitres de livres et à diverses entrées dans des encyclopédies, comme l'Oxford Encyclopedia of Politics and Religion, l'Oxford Encyclopedia of Politics et l'Encyclopedia of Nationalism. Sa publication la plus récente est "Algeria and the Sahelian Quandary : The Limits of Containment Security Policy" en 2018 au profit de l'IMed/EuroMeSCo.

Sécurité et migrations vulnérables en Méditerranée occidentale.

Le phénomène migratoire est inéluctable. En Méditerranée il s'est fortement développé nourri à la fois par la dégradation de la situation économique des pays en voie de développement, soumis à l'accroissement démographique et aux conséquences de la crise économique, et par la multiplication des conflits dans la zone. Les mouvements de population qui en résultent, dans une situation de grande vulnérabilité, créent de nouveaux risques qui pèsent sur la sécurité de la région.



par Haykel BEN MAHFOUDH
• Tunisie

Titulaire d'un doctorat en droit international humanitaire de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (université de Carthage), il a obtenu un diplôme d'études approfondies (grade Master) en droit public et financier et une maîtrise en sciences juridiques (CES droit économique et social), de la même faculté.

Il a enseigné à la faculté du droit et des sciences politiques de Tunis, puis à l'institut des études juridiques et politiques de Kairouan. Agrégé de droit public et sciences politiques, Il est actuellement professeur des universités, à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis et y dirige également le Centre de recherche en droit international et européen et des relations euromaghrébines.

Il est professeur invité - associé auprès de plusieurs universités et institutions étrangères, notamment aux Etats-Unis et en France.

Ses pôles d'intérêt portent essentiellement sur les questions fondamentales du droit international public, les théories des relations internationales, le droit des institutions constitutionnelles, la réforme du secteur de la sécurité, les questions des relations civilo-militaires et de la gouvernance démocratique de la défense et de la sécurité.

Déséquilibres au Maghreb.

Au-delà des discours et des bonnes intentions régulièrement affichées, la coopération de l'Union européenne (UE) avec le Sud de la Méditerranée est entravée par les déséquilibres existants entre les pays partenaires du Nord de l'Afrique, et spécifiquement du Maghreb.

L'idée qu'une coopération individualisée avec chacun de ses pays pouvait surmonter les difficultés et générer un effet d'entraînement régional a longtemps prévalu. A terme, les dissensions et les rivalités devaient être amoindries par le cycle vertueux du développement économique et de la croissance. Or, au fil du temps, les oppositions stratégiques entre les pays concernés se sont aggravées de même que les facteurs intérieurs de déstabilisation. Près de 25 ans après le lancement du partenariat de Barcelone, la cartographie politique, économique et sociale du Maghreb a beaucoup changé. L'Europe ne peut ignorer cette nouvelle donne si elle entend redynamiser sa coopération avec cette région.



par Akram BELKAID • France

Né le 20 juin 1964 à Alger, Akram Belkaïd est un journaliste et essayiste franco-algérien.

Installé en France depuis 1995 après avoir vécu en Algérie, il est aujourd'hui journaliste au *Monde diplomatique* en charge de la couverture de l'actualité du monde arabe.

Il écrit aussi pour le site *OrientXXI.info*, *Afrique Magazine*, *Afrique Méditerranée Business* et tient deux chroniques hebdomadaires dans *Le Quotidien d'Oran*.

Par le passé, il a été journaliste puis rédacteur en chef adjoint au sein du quotidien économique *La Tribune Desfossés* à Paris (1995-2008), il a aussi collaboré avec de nombreuses publications dont *Time Magazine*, *Télérama*, *Info Matin*, *La Nation* (Algérie) et le *Jeudi d'Algérie*.

Spécialiste de l'actualité du monde arabe et de ses relations avec les États-Unis et l'Europe, il suit aussi l'évolution des marchés pétroliers. Il a écrit plusieurs ouvrages sur l'Algérie, le Maghreb et, de façon plus générale, le monde arabe.

Pleine Lune sur Bagdad, son dernier livre, est un recueil de nouvelles publié aux éditions ErickBonnier (Paris).

Contraintes financières ou incapacité de l'Union européenne à surmonter ses divergences ?

Les effets de la crise économique de 2007, accusés par l'irruption de la question migratoire en 2015 ont sensiblement pesé sur les opinions publiques européennes et obéré la capacité de l'Union à développer sa cohésion interne et à fédérer de nouvelles initiatives.

Il en est particulièrement ainsi pour ce qui regarde la gestion du voisinage méditerranéen où, malgré l'acuité des enjeux et l'urgence à définir des scénarios de sortie de crise, l'Union peine à définir une politique lisible et à lancer de nouveaux instruments de partenariat.

À cet égard, l'argument budgétaire mis le plus souvent en avant ne paraît pas crédible tant les conséquences de l'inaction dépasseraient de beaucoup le coût de l'action. Comment surmonter les divergences et les cécités de court terme ?



par Henry MARTY-GAUQUIE • France

Directeur, honoraire de la Banque européenne d'investissement (BEI) et ancien représentant du Groupe BEI en France.

Henry Marty-Gauquié est de formation juridique et sciences politiques, il a consacré toute sa carrière à la construction européenne. En 1978, il entre au service du Premier Ministre français (Raymond Barre) au secteur juridique du S.G.C.I., actuellement S.G.A.E. Il sert ensuite successivement à la Cour de Justice de l'Union européenne (comme Premier Référendaire du Juge français), puis à la Cour des Comptes de l'Union (comme Jurisconsulte puis directeur du Cabinet du Président). En 1989, il rejoint la Banque européenne d'investissement (BEI) où il devient porte-parole et directeur de la Communication Groupe, puis représentant du Groupe BEI en France. Il était également responsable de la liaison avec les institutions internationales non communautaires.

En retraite depuis la fin 2016, il exerce diverses responsabilités dont celles d'administrateur de l'Institut de la Gestion Déléguée (IGD) et de membre du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN et de la fondation « Partager le Savoir ».

Henry Marty-Gauquié est décoré de l'Ordre du Mérite européen (médaille d'argent).

9^{es}

Les Rencontres internationales de Cybèle

Quelles ambitions pour un partenariat avec l'Union européenne en Méditerranée ?



Table 2



Michel MASSON, modérateur

Admis à l'Ecole de l'air de salon de Provence en septembre 1971. Il assure diverses fonctions dans le transport aérien avant de prendre le commandement de l'escadron de transport outre-mer 050 à Saint-Denis de la Réunion. Il commandera ensuite le Groupe aérien mixte 56 d'Evreux, avant de suivre à partir d'août 1990 le stage de l'Ecole supérieure de guerre interarmées à l'Ecole militaire à Paris. Il est alors appelé pour servir au cabinet du ministre de la Défense comme adjoint air au chef du cabinet militaire. En juillet 1994, il prend le commandement de la base aérienne 190 de Faa'a et des éléments air en Polynésie française. En août 1999, il est désigné comme adjoint au directeur « Affaires internationales et stratégiques » au Secrétariat général de la défense nationale. Il est ensuite nommé sous-chef d'état-major relations internationales de l'état-major des armées. En juillet 2005, il s'est vu confier le poste de directeur du renseignement militaire.



par Roland LOMBARDI • France

Docteur en Histoire, il est chercheur associé à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) d'Aix-Marseille Université. Cadre et expert international en entreprise, consultant indépendant et analyste au sein du groupe JFC-Conseil il est également membre actif de l'association Euromed-IHEDN. Il a publié plusieurs ouvrages portant notamment sur : Israël au secours de l'Algérie française, l'État hébreu et la guerre d'Algérie : 1954-1962, et dernièrement sur le Gaz naturel, la nouvelle donne ? Auteur de nombreux articles, il collabore régulièrement avec des sites d'information comme Econostrum, Kapitalis, Times of Israel, Huffpost Maghreb, Atlantico ou le site d'informations géopolitiques (en anglais) Global Geo News, mais aussi des revues telles Confluences Méditerranée, les Cahiers de l'Orient, Moyen Orient ou Etudes internationales. Il est spécialiste des relations internationales, particulièrement sur la région du Maghreb et du Moyen-Orient, ainsi que des problématiques de géopolitique, de sécurité et de défense.

Face au "Printemps des militaires" au Sud de la Méditerranée, quelle nouvelle politique de coopération pour l'Union européenne ?

Les diplomaties "moralisatrices" et "donneuses de leçons" des pays européens au Sud de la Méditerranée sont contestables. Cette quasi ingérence politique, outre le fait d'être mal vécue chez nos voisins du Sud et surtout n'a aucun sens, est souvent contre-productive voire parfois dramatique (Libye) pour les relations "Nord-Sud". Les aspects négatifs de la fameuse diplomatie économique seront également traités. Il apparaît que celle-ci, souvent, ne profite pas concrètement au développement socio-économique des partenaires du Sud. Enfin, de nouvelles pistes souhaitables seront évoquées, en s'appuyant sur l'exemple de la coopération décentralisée des régions européennes (qui sont les plus efficaces pour le co-développement) et bien sûr la nécessaire fin de l'ingérence politique pour lui préférer peut-être une ingérence de développement...

Pour une rénovation du partenariat euro-méditerranéen.

Le partenariat euro-méditerranéen est confronté aujourd'hui à une situation différente de celle qui prévalait en 1995. Les paramètres politiques, économiques, sécuritaires, démographiques et environnementaux ont changé. La relance d'une coopération entre partenaires implique de réussir les transitions démographique, démocratique, urbanistique, environnementale et énergétique. C'est sur ces bases qu'il convient de refonder la relation entre les pays de la région.



par Fathallah OUALALOU • Maroc

Né en 1942 à Rabat (Maroc), il est docteur en économie de l'université de Paris et a enseigné comme professeur d'université. Il exerce alors des fonctions scientifiques comme président de l'association des économistes marocains et de l'Union des économistes arabes mais il est également membre de plusieurs réseaux de recherche au Maroc, au Maghreb, dans le monde arabe, dans l'espace euro-méditerranéen et en Afrique. Dans le même temps il est fellow associé à OCP Policy Center. Il publie plusieurs ouvrages portant notamment sur l'assistance étrangère face au développement économique du Maroc, la théorie économique, les relations économiques internationales, l'espace euro-méditerranéen, les questions de financement et la crise économique mondiale de 2008 et dernièrement en 2017 la Chine et Nous. Fathallah Oualalou exerce également de nombreuses activités politiques au titre de membre fondateur de l'association marocaine de solidarité avec le peuple palestinien, de président de l'Union nationale des étudiants du Maroc, de membre du parlement marocain et de président du Groupe parlementaire de l'USFP, de responsable du Bureau politique de l'USFP et de maire de Rabat. Enfin, de mars 1998 à octobre 2007 il assumera la tâche de ministre de l'Economie et des Finances.

Les ambitions envisageables dans les domaines maritimes pour contribuer à un partenariat renouvelé entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens.

Depuis la mise en place de l'opération ATALANTA en 2008, l'adoption de la Stratégie de sûreté maritime de l'Union européenne (SSMUE) en 2014 et le développement d'une réflexion plus large, à partir de 2017, sur la « Gouvernance internationale des océans », l'Union européenne s'implique de plus en plus dans les domaines maritimes. Il s'agira donc d'identifier les opportunités et ambitions envisageables dans les domaines maritimes, au sens large, pour contribuer à un partenariat renouvelé entre l'Union européenne et ses partenaires méditerranéens.



par Erwan LANNON • France

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Gand, il enseigne également au Collège d'Europe sur les campus de Bruges (Dpts. Relations internationales et études diplomatiques de l'Union européenne & Etudes politiques et administratives européennes) et de Varsovie (Dept. Etudes européennes interdisciplinaires). Il est spécialisé dans le domaine des relations extérieures de l'Union européenne et les relations internationales et stratégiques (avec un accent particulier sur les relations euro-méditerranéennes, la Politique européenne de voisinage et les stratégies de proximité de l'UE, ainsi que sur les relations UE-Afrique et Asie et l'Océan Indien) de même que dans celui du droit institutionnel et constitutionnel de l'UE. Il est actif dans différents réseaux et groupes d'experts et a travaillé comme consultant et expert international pour plusieurs institutions de l'UE et organisations internationales (SEAE, Commission européenne, Parlement européen, CNUCED-PNUD, Mouvement européen international, Euromesco, Euromed IHEDN, Iemed). Il a également travaillé comme directeur des études sur le campus de Varsovie du Collège d'Europe et en tant que chercheur et chef du bureau de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (SEAE) auprès du Secrétariat général du Conseil de l'UE. Il est membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN.

Comment mobiliser les pays de l'Union autour du projet de partenariat euro-méditerranéen ?

La Méditerranée présente à l'évidence, depuis ces dernières années, un intérêt moindre tant de la part des décideurs que de l'opinion publique. On peut attribuer cette tendance tant à la crise économique qu'à d'autres facteurs : terrorisme d'inspiration islamique, montée des préoccupations identitaires, modification des priorités européennes, développement des conflits au Sud etc.. Il importe aujourd'hui de remobiliser les pays européens autour de la nécessité de ce partenariat et de la définition d'un nouveau modèle de coopération.



par Jean-François DAGUZAN • France

Au plan universitaire, est docteur en droit et docteur d'Etat en science politique. Il est directeur adjoint de la *Fondation pour la recherche stratégique (FRS)* à Paris et président du conseil scientifique de l'institut Choiseul, il est également membre du comité exécutif de la réserve citoyenne de cybersécurité (RCC) et officier de réserve. Il est directeur de la revue *Maghreb-Machrek* et fut rédacteur en chef (et co-fondateur) de la revue *Géoéconomie*. Il a publié plusieurs ouvrages portant notamment sur : *Le terrorisme non conventionnel*, *Guerre et Economie*, *L'Asie centrale après la guerre contre la terreur*, *Terrorisme(s) abrégé d'une violence qui dure*, *Les forces armées arabes et moyen-orientales après les « printemps arabes »*, *Les armées du Moyen-Orient face à Daesch et La fin de l'Etat-nation ? De Barcelone à Bagdad*. Il est également l'auteur de nombreux articles sur le monde arabe et la Méditerranée, le terrorisme, et les questions de défense et de sécurité. Il a été, par le passé, professeur associé à l'Université de Paris Panthéon-Assas, membre du Conseil scientifique de la défense, directeur des études de la Fondation méditerranéenne des études stratégiques, maître de recherche au centre de recherche et d'études sur les stratégies et les technologies de l'Ecole polytechnique (CREST) et chargé de mission au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Il est aussi membre du Conseil scientifique de l'association Euromed-IHEDN.